



Quand le Fantôme de Jean-Michel Blanquer remonte arbitrairement les notes du baccalauréat !

COMMUNIQUÉ

Pour le baccalauréat 2021, les enseignant·es de Philosophie et de Lettres ont expérimenté la plateforme de correction en ligne « Santorin ». Cette année, le dispositif a été élargi aux autres épreuves passées en contrôle final, les disciplines de spécialité. C'est à cette occasion que des enseignant·es de plusieurs académies ont constaté que leurs notes avaient été réévaluées (à la hausse) de plusieurs points à leur insu. Cette découverte nous inquiète à plusieurs titres.

Jusqu'ici, il était possible de relever des notes, mais cela se faisait dans le cadre d'une commission d'harmonisation et sous la responsabilité du correcteur ou de la correctrice. On peut donc s'interroger sur les critères et les méthodes qui prévalent à ces modifications, qui illustrent une nouvelle fois le manque de transparence au sein de notre institution et le manque de confiance envers les agent·es de notre ministère. Le tout remettant en question la souveraineté des jurys.

On constate de plus des différences entre disciplines, toutes n'ayant pas eu recours à ce procédé, ce qui marque une rupture d'égalité entre les candidat·es.

Cette affaire décrédibilise un baccalauréat déjà fortement dévalorisé, dans un contexte où il perd – officieusement – son statut de premier grade universitaire du fait de parcoursup et de la généralisation de la sélection dans l'accès au supérieur.

Ces pratiques montrent une nouvelle fois l'impasse dans laquelle les réformes des lycées, du baccalauréat et de l'accès à l'enseignement supérieur ont placé notre institution, aggravant les inégalités, multipliant les bricolages (Projet Local d'Évaluation, arlésienne des mathématiques, errements du contrôle continu...) et allant jusqu'à des pratiques opaques qui ne font qu'aggraver un peu plus les choses.

La CGT Éduc'action revendique l'abandon de ces réformes, le retour à un baccalauréat en épreuves terminales en fin d'année scolaire, premier grade universitaire donnant accès au supérieur sans sélection. Elle revendique également un projet d'École en rupture avec la logique de la mise en concurrence des élèves et des personnels.

Montreuil , le 16 juin 2022